

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2564

[2005/202428]

24 JUIN 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le contenu de l'information à fournir aux étudiants lors de leur inscription à des études qui peuvent conduire à un titre professionnel soumis à des règles ou des restrictions d'agrément ou d'établissement particulières

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, et plus particulièrement l'article 45, § 2;

Vu la concertation avec l'organisation représentative des étudiants reconnus au niveau communautaire en date du 21 juin 2005;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'information à fournir aux étudiants prévue par l'article 45, § 2, du décret du 31 mars 2004 doit l'être au moment de leur inscription; que la période d'inscription dans les universités débute dès la fin des examens dans la dernière année du secondaire, soit bien avant la fin du mois de juin; et que le Gouvernement n'a pu fixer plus tôt le contenu de cette information dès lors que celle-ci résulte de décisions qui n'ont été prises que très récemment; que même le délai de cinq jours prévu par les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat pourrait retarder le projet de telle manière que certains étudiants pourraient s'inscrire à l'université sans recevoir l'information requise par le décret;

Sur proposition de la Vice-présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le document que les institutions universitaires remettent aux étudiants qui demandent à s'inscrire aux études de médecine contient :

1° l'article 35^{novies} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé;

2° l'arrêté royal du 30 mai 2002 relatif à la planification de l'offre médicale.

Art. 2. Le document que les institutions universitaires remettent aux étudiants qui demandent à s'inscrire aux études de sciences dentaires contient :

1° l'article 35^{novies} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé;

2° l'arrêté royal du 30 mai 2002 relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire.

Art. 3. Le document que les institutions universitaires remettent aux étudiants qui demandent à s'inscrire aux études de kinésithérapie et réadaptation contient :

1°) l'article 35^{novies} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé;

2° l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant le nombre global des kinésithérapeutes, réparti par Communauté, ayant accès aux titres professionnels de kinésithérapie;

3° l'arrêté royal du 7 octobre 2003 relatif à la planification de la kinésithérapie.

Art. 4. Le document que les institutions universitaires remettent aux étudiants qui demandent à s'inscrire aux études de pharmacie contient :

1° les articles 4 et 4^{bis} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé;

2° l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public.

Art. 5. Le document que les institutions universitaires remettent aux étudiants qui demandent à s'inscrire aux études de notariat contient :

1° les articles 31, 32 et 35 à 49 de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI contenant organisation du notariat;

2° l'arrêté royal du 30 mars 1999 déterminant les annexes qui doivent être jointes à la candidature à une nomination de candidat-notaire et à la candidature à une nomination de notaire.

3° l'arrêté royal du 12 janvier 2005 fixant le nombre de candidats-notaires par rôle linguistique pour l'année 2005;

4° l'arrêté royal du 10 août 2001 relatif à l'indemnité de reprise d'une étude notariale

5° l'arrêté ministériel du 13 janvier 2003 approuvant le programme du concours annuel de classement des candidats notaires.

Art. 6. Les textes législatifs et réglementaires visés aux articles 1^{er} à 5 doivent figurer sous la forme de textes mis à jour, les modifications encore en vigueur devant être intégrées dans le texte original.

Art. 7. Le document remis aux étudiants visés aux articles 1^{er} à 5 contient également l'indication suivante :

« L'attention des étudiants est attirée sur le fait que les dispositions légales et réglementaires mentionnées dans le présent document sont susceptibles d'être modifiées par les autorités compétentes ».

Art. 8. Le document remis aux étudiants visés aux articles 1^{er} et 2, qui s'inscrivent pour l'année académique 2005-2006, comporte en outre la mention suivante :

« Les législations fédérales limitant le nombre de personnes habilitées à porter des titres professionnels particuliers ou à se prévaloir des qualifications professionnelles particulières dans le domaine des soins de santé peuvent amener la Communauté française à limiter le nombre d'étudiants qui sont autorisés à suivre ou à poursuivre des études ouvrant l'accès à ces titres professionnels ou à ces qualifications professionnelles.

En particulier, les étudiants sont avertis de ce que le Parlement de la Communauté française a adopté ce 21 juin 2005 un décret qui vise à sélectionner parmi les étudiants ayant réussi la première année d'études conduisant au grade de bachelier en médecine ou de bachelier en dentisterie, un nombre limité d'étudiants qui auront accès à la deuxième année d'études du même cursus.

A partir de l'année académique 2005-2006, les étudiants qui s'inscrivent à la première année des études précitées seront soumis à ces dispositions. »

Art. 9. Les étudiants qui, pour l'année académique 2005-2006, auraient été inscrits aux études reprises aux articles 1^{er} à 5 avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté reçoivent également le document.

Art. 10. La Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption par le Gouvernement.

Bruxelles, le 24 juin 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2564

[2005/202428]

24 JUNI 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de inhoud van de aan de studenten te bezorgen informatie bij hun inschrijving voor studies die kunnen leiden tot het uitreiken van een beroepstitel die onderworpen is aan bijzondere erkennings- of vestigingsregels of beperkingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, en inzonderheid op artikel 45, § 2;

Gelet op het overleg met de vereniging die de studenten vertegenwoordigt en erkend is op gemeenschapsniveau op 21 juni 2005;

Gelet op artikel 3, § 1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door het feit dat de aan de studenten te bezorgen informatie bedoeld bij artikel 45, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 dient te worden gegeven bij hun inschrijving; dat de inschrijvingsperiode in de universiteiten reeds vanaf het einde van de examens voor het laatste jaar van het secundair onderwijs begint, dat wil zeggen lang voor het eind van de maand juni; en dat de Regering niet eerder de inhoud van deze informatie heeft kunnen bepalen als gevolg van het feit dat deze voortvloeit uit beslissingen die enkel sedert zeer korte tijd genomen werden; en dat zelfs de termijn van vijf dagen bepaald in de gecoördineerde wetten op de Raad van State het project zodanig zou kunnen vertragen dat sommige studenten zich voor de Universiteit zouden kunnen inschrijven zonder de door het decreet vereiste informatie te bekomen;

Op de voordracht van de Vice-Présidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het document dat de universitaire instellingen aan de studenten overhandigen die hun inschrijving aanvragen voor studies in de geneeskunde bevat :

1° artikel 35*novies* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

2° het koninklijk besluit van 30 mei 2002 betreffende de planning van het medisch aanbod.

Art. 2. Het document dat de universitaire instellingen aan de studenten overhandigen die hun inschrijving aanvragen voor studies in de tandheelkunde bevat :

1° artikel 35 *novies* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

2° het koninklijk besluit van 30 mei 2002 betreffende de planning van het aanbod van de tandheelkunde.

Art. 3. Het document dat de universitaire instellingen aan de studenten overhandigen die hun inschrijving aanvragen voor studies in de kinesitherapie en revalidatie bevat :

1° artikel 35 *novies* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

2° het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van het globaal aantal kinesitherapeuten, opgesplitst per Gemeenschap, die toegang hebben tot de beroepstitel van kinesitherapeut;

3° het koninklijk besluit van 7 oktober 2002 betreffende de planning van de kinesitherapie.

Art. 4. Het document dat de universitaire instellingen aan de studenten overhandigen die hun inschrijving aanvragen voor studies in de farmaceutische wetenschappen bevat :

1° artikel 4 en 4*bis* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

2° het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken.

Art. 5. Het document dat de universitaire instellingen aan de studenten overhandigen die hun inschrijving aanvragen voor studies in de notariële wetenschappen bevat :

1° de artikelen 31, 32 en 35 tot 49 van de wet van 25 ventôse - 5 germinal - jaar XI op het notarisambt;

2° het koninklijk besluit van 30 december 1999 tot vaststelling van de bijlagen die bij de kandidatuur voor een benoeming tot kandidaat-notaris en bij de kandidatuur voor een benoeming tot notaris dienen te worden gevoegd.

3° het koninklijk besluit van 12 januari 2005 tot vaststelling van het aantal kandidaat-notarissen per taalrol voor het jaar 2005;

4° het koninklijk besluit van 10 augustus 2001 betreffende de vergoeding voor de overname van een notariskantoor;

5° het ministerieel besluit van 13 januari 2003 houdende de goedkeuring van het programma van het jaarlijks vergelijkend examen tot rangschikking van kandidaat-notarissen.

Art. 6. De wetgevende en reglementaire teksten bedoeld bij de artikelen 1 tot 5 moeten vermeld worden in de vorm van up-to-date teksten, waarbij de wijzigingen die nog steeds gelden, opgenomen worden in de originele tekst.

Art. 7. Het aan de studenten overhandigde document bevat minstens de volgende melding :

« De aandacht van de studenten wordt erop gevestigd dat de wets- en reglementaire bepalingen vermeld in dit document gewijzigd kunnen worden door de bevoegde overheid. »

Art. 8. Het aan de studenten overhandigde document bedoeld bij de artikelen 1 en 2, die zich inschrijven voor het academiejaar 2005-2006, bevat bovendien de volgende melding :

« De federale wetgevingen waarbij het aantal personen die ertoe gemachtigd worden bijzondere beroepstitels te houden of bijzondere beroepsbekwaamheden te laten gelden op het gebied van de gezondheidszorg beperkt wordt, kunnen ertoe leiden dat de Franse Gemeenschap het aantal studenten beperkt die ertoe gemachtigd worden studies te volgen of voort te zetten die toegang verlenen tot deze beroepstitels of -bekwaamheden.

Meer specifiek worden de studenten ervan verwittigd dat het Parlement van de Franse Gemeenschap op 21 juni 2005 een decreet heeft aangenomen dat ertoe strekt een beperkt aantal studenten te kiezen voor de toegang tot het tweede studiejaar van dezelfde cursus, onder de studenten die geslaagd zijn voor het eerste studiejaar dat leidt tot het uitreiken van de graad bachelor in de geneeskunde of bachelor in de tandheelkunde.

Vanaf het academiejaar 2005-2006 worden de studenten die zich inschrijven voor het eerste jaar van de bovenvermelde studies aan deze bepalingen onderworpen. »

Art. 9. De studenten die zich, voor het academiejaar 2005-2006, zouden hebben ingeschreven voor de studies vermeld in de artikelen 1 tot 5 vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, verkrijgen ook het document.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering wordt aangenomen.

Brussel, 24 juni 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET